FICHE SYNTHÈSE

**Les enjeux et les embuches du massif**

**programme d'infrastructure de Joseph Biden**

**Mars 2022 – Lucas Bellemare**

Cette fiche synthèse présente sommairement les enjeux et les embuches du massif programme d’infrastructure de Joseph Biden suite à son investiture à la tête des États-Unis.

**INTRODUCTION**

Au cours de la campagne présidentielle étatsunienne de 2020, le candidat démocrate Joseph « Joe » Biden a promis l'instauration d'un vaste plan d'investissement fédéral dans le but de relancer l'économie, alors touchée par les remous de la pandémie de Covid-19. Il s'agit du programme *Build Back Better*. Suite à son investiture à la tête du pays, les congressistes démocrates déposent des projets de loi visant à mettre en application les composantes de ce plan. L'un d'entre se nomme *Infrastructure Investment and Jobs Act of 2021* (IIJA), devant entre autres financer des projets d'infrastructure ou encore la création d'emplois verts (The White House, S.d.). Cependant, l'adoption d'un tel programme n'est pas chose aisée. En effet, même si les Démocrates ont une majorité de représentants à la Chambre basse, celle-ci n'est que de huit voix. Au Sénat, il y a une égalité entre Démocrates et Républicains (deux indépendants font caucus avec les Démocrates pour arriver à une répartition égale de 50 sénateurs de chaque côté) (Ballotpedia, S.d.). De plus, plusieurs congressistes démocrates plus modérés sont réticents à dépenser d'importantes sommes d'argent public dans le cadre de ce projet. Cette fiche synthèse propose de faire le portrait de l'évolution de l'IIJA dans l'appareil législatif étatsunien ainsi que les perspectives futures concernant les autres pans du programme *Build Back Better*.[[1]](#footnote-1)

**COMPOSANTES DE L’INFRASTRUCTURE INVESTMENT AND JOBS ACT**

L'IIJA est introduit pour la première fois au Congrès par Peter DeFazio, représentant démocrate de l'Oregon, le 4 juin 2021 (Ballotpedia, S.d.).[[2]](#footnote-2) Le projet de loi contient l'essentiel de ce que le président Biden avait annoncé en mars dernier, dans un plan qui portait à ce moment le nom de *American Jobs Plan*. Le montant des investissements en infrastructures était estimé à un peu plus de deux trillions d’USD au cours de l'actuelle décennie, et ce en plus d'investissements additionnels dans d'autres domaines comme le logement social ou la recherche (Ballotpedia, S.d ; The White House, S.d.). Il s'agit donc d'une approche interventionniste, où le gouvernement fédéral s'implique directement dans l'économie. De par son ambition et son ampleur, le programme social et économique de M. Biden est rapidement comparé dans la presse au *New Deal* de Franklin D. Roosevelt ou à la *Great Society* de Lyndon B. Johnson.

Cependant, les sondages d'opinion réalisés au printemps 2021 tendent à dire que la population est généralement en faveur du plan d'infrastructure, ce n'est pas un appui bipartisan : selon un sondage NPR/PBS NewsHour/Marist réalisé au début d'avril 2021, seulement 18 % des personnes sondées se considérant comme républicains approuvent, alors que cette proportion monte à 92 % pour les gens qui s'identifient comme démocrates (S.a, 2021). Même au moment où une majorité de citoyens appuyait le président (52 % selon le même sondage), le pays restait tout de même polarisé quant aux mesures nécessaires. De plus, la situation de l'emploi à l'automne 2021 s'était déjà améliorée par rapport au début de la pandémie. Selon les données du Département du Travail, le taux de chômage aux États-Unis est en décroissance depuis le sommet atteint par la pandémie, passant de 14,8 % en avril 2020 à 4,6 % en octobre 2021 (U.S. Bureau of Labor Statistics, 2021). Nous pourrions donc en conclure que l'adoption de l'IIJA ne répond pas principalement à une contrainte actuelle au niveau de l'emploi, mais plutôt à une vision plus large sur l'avenir de l'économie post-pandémie ainsi qu'au rôle du gouvernement central dans tout cela (Tomer et *al*, 2021).

**VOTE ET RÉACTIONS**

Même si la situation législative est plus avantageuse à la Chambre des représentants qu'au Sénat pour les Démocrates, c'est bien là qu'il y eut le plus d'entraves à l'adoption de l'IIJA. À la Chambre haute, certains sénateurs démocrates modérés ont cherché à obtenir des concessions budgétaires, notamment en ce qui a trait aux impôts ou aux montants alloués (Reuters, 2021). Malgré cela, l'IIJA a été adopté avec une marge importante grâce à l'appui de 19 Républicains (Ballotpedia, S.d). À la Chambre basse, cette fois, la dissension entre les démocrates progressistes et les modérés s'est montrée plus difficile à réconcilier lorsqu'il a fallu voter sur le projet amendé par le Sénat. Ces derniers reprenaient les critiques précédemment évoquées par les sénateurs au niveau des montants alloués, qu'ils estimaient trop importants. Cette division créa de nombreux problèmes pour la présidente de la Chambre Nancy Pelosi, qui a dû repousser le vote final. Initialement prévu le 27 septembre, c'est finalement le 5 novembre que l'IIJA est voté et approuvé, avec une répartition de 228-206. Six Démocrates ont voté contre et 13 Républicains ont voté pour (Ballotpedia, S.d). La dernière étape, celle de sa signature par le président Biden, est franchie le 15 novembre.

Selon le Brooking Institute, l'IIJA est considéré comme le plus important projet d'investissement public en infrastructure depuis le *New Deal* (Tomer et *al*, 2021). Cependant, les réactions ont été vives de part et d'autre. En raison du fait que 19 sénateurs républicains ainsi que 13 représentants de ce parti ont soutenu l'IIJA, le président Biden ainsi que des Démocrates modérés ont salué ce qu'ils considèrent comme un effort bipartisan (Ballotpedia, S.d; Reuters, 2021). Mais la plus vive critique provient de l'ancien président républicain Donald Trump, dont l'influence au sein de la formation politique est toujours très forte. Critiquant certains autres *leaders* de son parti depuis l'été sur ce sujet, il en a rajouté début novembre en qualifiant les Républicains ayant soutenu l'IIJA de *RINO[[3]](#footnote-3)* (Rogers & Raju, 2021). Trump, qui pourrait se représenter comme candidat républicain pour les élections présidentielles de 2024, a aussi dans sa manche la possibilité d'intervenir afin de favoriser certaines candidatures au cours des primaires en vue des élections législatives de 2022.

**ET MAINTENANT?**

Moins d'une semaine après la signature de l'IIJA en tant que loi, le *Build Back Better Act* est adopté par la Chambre des représentants. Cette fois, le vote a été plus polarisé. Tous les Démocrates sauf un ont appuyé le projet, alors que tous les Républicains sauf un abstentionniste ont voté contre (Ballotpedia, S.d). Il s'agit là aussi d'une victoire législative importante pour M. Biden, mais elle est de courte durée. En décembre, le sénateur démocrate de Virginie occidentale Joe Manchin a affirmé qu'il ne voterait pas pour le projet de loi entre autres en raison de l'importance des dépenses publiques que cela engendrerait (Foran, Raju & Barrett, 2022). En février 2022, il réaffirme son intention de ne pas soutenir le *Build Back Better Act* tel que présenté, se montrant davantage ouvert à une version plus petite, modérée dans ses ambitions (Foran, Raju & Barrett, 2022). Considérant la situation partisane au Sénat, la position de Manchin rend virtuellement impossible l'adoption du projet de loi dans sa forme actuelle.

L'IIJA ainsi que le *Build Back Better Act* sont considérés comme déterminants pour la popularité du président. En effet, selon Gallup, 42 % des personnes sondées en novembre 2021 s'estiment satisfaites de son travail, contre 55 % qui se montrent défavorables : un mois après son inauguration, la proportion était de 57 % favorables contre 37 % défavorables (Gallup, s.d). L'opinion publique envers l'administration démocrate ne s'est pas améliorée avec le temps. Les plus récentes données de Gallup indiquent qu'en janvier, ce sont 40 % des personnes sondées qui seraient contentes du travail de M. Biden contre 56 % qui ne le seraient pas (Gallup, s.d). La situation est d'autant plus critique pour le gouvernement puisqu'il pourrait potentiellement subir d'importants reculs suite aux élections législatives de 2022. L'IIJA pourrait donc non seulement être un titanesque projet d'investissement dans les infrastructures, mais plus important encore, un argument électoral.



**Références bibliographiques et informations utiles**

Ballotpedia, *United States Congress* [En ligne], page consultée le 9 novembre 2021, https://ballotpedia.org/United\_States\_Congress

Ballotpedia, *Infrastructure Investment and Jobs Act of 2021* [En ligne], page consultée le 9 novembre 2021, https://ballotpedia.org/Infrastructure\_Investment\_and\_Jobs\_Act\_of\_2021

Foran, Claire, Manu Raju et Ted Barrett, 2022, *Manchin delivers grim news for Biden's Build Back Better plan : 'It's dead'* [En ligne], page consultée le 10 février 2022, https://www.cnn.com/2022/02/01/politics/manchin-build-back-better-dead/index.html

Gallup, *Presidential Approval Ratings-Joe Biden* [En ligne], page consultée le 7 décembre 2021, https://news.gallup.com/poll/329384/presidential-approval-ratings-joe-biden.aspx

Reuters, *Biden signs 1$ Trillion infrastructure bill into a law* [En ligne], page consultée le 7 décembre 2021, https://www.reuters.com/world/us/biden-needing-boost-sign-1-trillion-infrastructure-bill-2021-11-15/

Rogers, Alex et Manu Raju, 2021, *Republicans who voted for Biden's infrastructure bill come under fire from Trump* [En ligne], page consultée le 7 décembre 2021, https://www.cnn.com/2021/11/09/politics/trump-reaction-republicans-voting-infrastrcutre/index.html

S.a, 2021, *NPR/PBS NewsHour/Marist Poll : Biden Approval Rating and Infrastructure, April 2021* [En ligne], page consultée le 10 février 2022, https://maristpoll.marist.edu/polls/npr-pbs-newshour-marist-poll-biden-approval-rating-and-infrastructure-april-2021/

U.S. Bureau of Labor Statistics, *Labor Force Statistics from the Current Population Survey* [En ligne], page consultée le 2 décembre 2021, https://data.bls.gov/cgi-bin/surveymost

The White House, *Fact Sheet : American Jobs Plan* [En ligne], page consultée le 9 novembre 2021, https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/03/31/fact-sheet-the-american-jobs-plan/

The White House, *Fact Sheet : The Bipartisan Infrastructure Deal* [En ligne], page consultée le 9 novembre 2021, https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/11/06/fact-sheet-the-bipartisan-infrastructure-deal/

Tomer, Adie et *al*, 2021, *America has in infrastructure bill. What's next?* [En ligne], page consultée le 7 décembre 2021, https://www.brookings.edu/blog/the-avenue/2021/11/09/america-has-an-infrastructure-bill-what-happens-next/



Cette fiche synthèse est basée sur les travaux de l’Unité gouvernance publique de l’Observatoire des politiques publiques de l’Université de Sherbrooke (OPPUS), dirigé par Isabelle Lacroix et Eugénie Dostie-Goulet. Les points de vue exprimés dans cette fiche sont ceux de l’auteure et ne reflètent pas nécessairement le point de vue ou l’opinion de l’OPPUS et de ses partenaires.

**Publié par :**

Observatoire des politiques publiques

de l’Université de Sherbrooke

2500, boul. de l’Université

Sherbrook, Qc, J1K 2R1

+ 1 (819) 821-8000 poste 63622

**Contact :**

Annie Chaloux

Annie.Chaloux@USherbrooke.ca

[**http://oppus.recherche.usherbrooke.ca**](http://oppus.recherche.usherbrooke.ca)

1. Considérant que l'IIJA s'attarde sur la stimulation de la création d'emploi, le *Build Back Better Act*, déposé à la Chambre des représentants le 27 septembre 2021, porte sur les investissements sociaux tels que l'élargissement de la couverture du système de santé ou encore le développement des énergies vertes. [↑](#footnote-ref-1)
2. À ce moment, le nom du projet de loi est *INVEST in America*. Le nom formel de l'IIJA sera adopté après le vote avec amendements au Sénat. [↑](#footnote-ref-2)
3. RINO est l'abréviation de *Republican In Name Only*. Il s'agit d'un terme péjoratif devant identifiant des personnes se considérant comme républicain, mais qui ne partageraient pas les « vrais » valeurs du parti, qui s'apparenteraient au conservatisme. [↑](#footnote-ref-3)